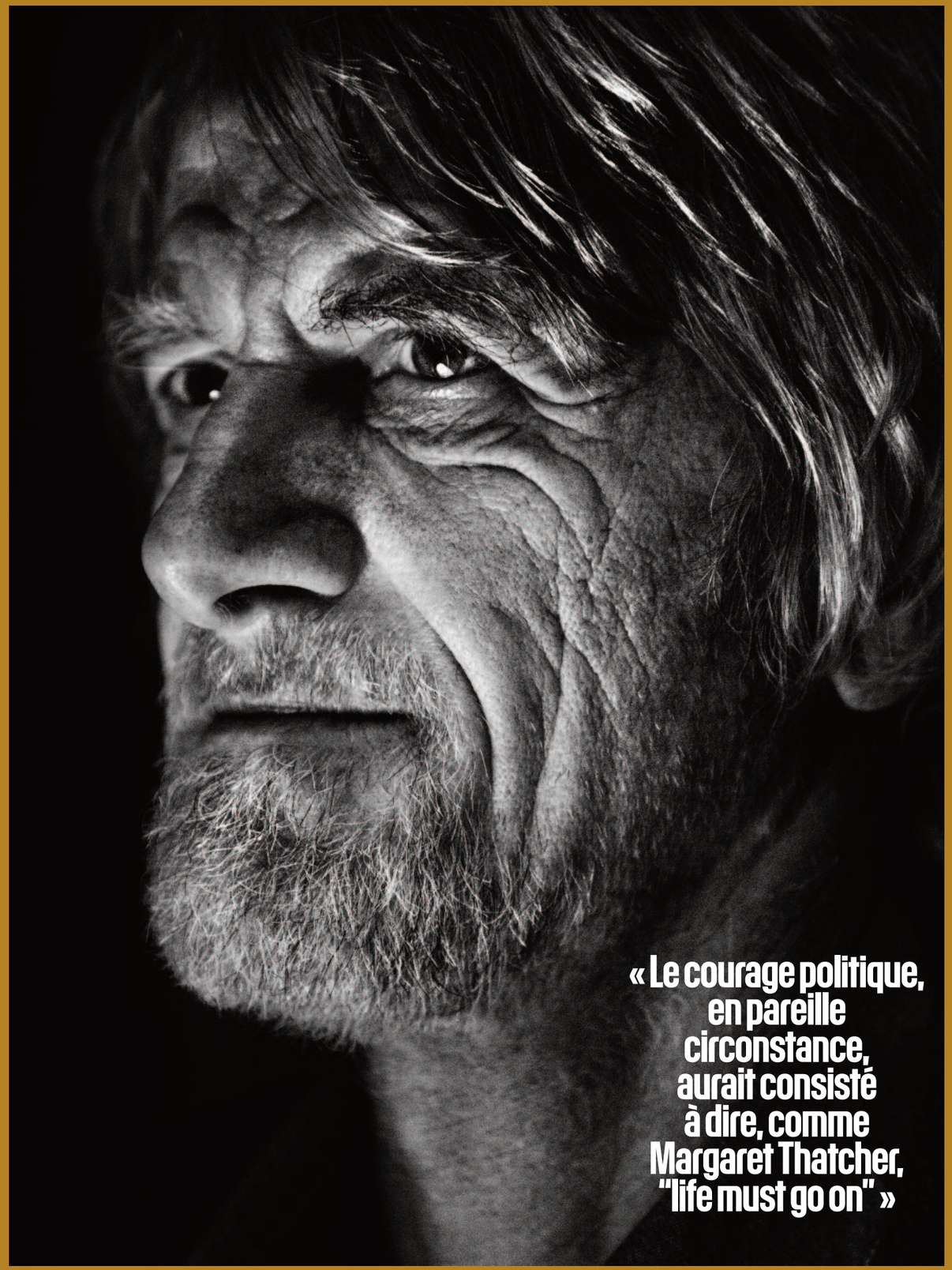
PHILIPPE VAN PARIJS

LE MIRACLE PERMANENT

Qu'il soit à Florence ou à Oxford, le philosophe affiche haut sa « bruxellitude ». Les attentats du 22 mars ont donc été pour lui un choc. Mais la résilience impose de remettre l'événement en perspective. Il y a plus meurtrier que le terrorisme. Et des millions de personnes d'origines différentes se côtoient chaque jour sans heurt dans les grandes villes d'Occident. Populisme, mondialisation, « démocrature »... : 2016 vue par le chantre de l'allocation universelle, professeur à l'UCL et à la KUL.

PROPOS RECUEILLIS PAR GÉRALD PAPY



DIETER TELEMANS/ID PHOTO AGENCY

Avec l'irruption du terrorisme dans notre vie quotidienne à travers les attentats de Bruxelles, sommes-nous entrés dans une ère de vulnérabilité ?
Une vulnérabilité à mettre en perspective. La probabilité de mourir par un homicide d'une autre source que le terrorisme est 60 fois plus élevée. Il ne faut pas exagérer l'idée que l'on serait entré dans une nouvelle ère. Mais le 22 mars a provoqué, au niveau de la Belgique, un changement analogue au 11-Septembre aux Etats-Unis. Il a marqué l'histoire de Bruxelles et du pays. Il restera inoubliable pour les contemporains.

La résilience dont semble faire preuve le Belge en toutes circonstances est-elle un atout ou un danger ?
La résilience est un grand atout. Elle consiste aussi à relativiser les dangers. D'autres populations dans le monde en font preuve bien plus que nous, face aux guerres, aux dérèglements climatiques, aux séismes, à la criminalité…

Les autorités françaises n'ont pas hésité à parler d'état de guerre après les attentats de Paris. Le gouvernement belge, après ceux de Bruxelles, a été plus mesuré. Etait-ce opportun ?
Si les autorités belges ont péché, c'est plutôt par excès que par défaut. Le lockdown à Bruxelles, après la tuerie de Paris, était un non-sens, avec des conséquences désastreuses dont le centre de Bruxelles ne s'est pas encore remis. Et la militarisation de l'espace public est une opération coûteuse qui n'a d'utilité que psychologique. Le courage politique, en pareille circonstance, aurait consisté à dire, comme Margaret Thatcher après l'attentat de l'IRA qui lui avait presque coûté la vie, « Life must go on » et à agir en conséquence.

Les attentats de Bruxelles et de Paris ont mis en lumière le comportement de concitoyens qui ont développé une haine des valeurs démocratiques. La classe politique et singulièrement la gauche se sont-elles fourvoyées dans le passé en privilégiant le respect de particularismes au détriment des liens qui font société ?
Il s'agit sans doute moins d'une haine des valeurs démocratiques que de l'adhésion à un idéal de vie qui n'en a cure. Je doute que des institutions moins respectueuses de la diversité culturelle aient empêché les actes suicidaires inspirés par cet idéal. Mais surtout, gardons un sens des proportions : dans les grandes villes d'Occident, des centaines de millions de personnes d'origines, langues et croyances diverses se côtoient pacifiquement chaque jour. C'est un miracle permanent, si l'on pense qu'à l'époque où l'Europe ne comptait pas plus d'habitants que Paris aujourd'hui, il fallait dresser partout des murailles pour empêcher des chrétiens blancs de s'étriper mutuellement. Cela dit, le défi reste immense. Et certains tabous « progressistes » n'aident pas à le relever, par exemple celui qui s'oppose aux statistiques faisant usage de catégories ethniques ou celui qui combat une politique vigoureuse d'apprentissage de la langue de la région de résidence.

Bio express

1951 Naissance le 23 mai à Bruxelles.
1986 Fonde le Basic Income European Network (devenu depuis Earth Network) qui promeut l'idée de l'instauration d'un revenu de base.
1991 Publie *Qu'est-ce qu'une société juste ? Initiation à la pratique de la philosophie politique* (Seuil).
2001 Reçoit le prix Francqui.
2005 Publie, avec Yannick Vanderborght, *L'Allocation universelle* (La Découverte).

Le parcours d'intégration obligatoire est donc une bonne chose ?
Les milieux dits progressistes ont beaucoup rouspété au moment où la Flandre a fait de la volonté d'apprendre le néerlandais une condition d'accès aux logements sociaux, dénonçant une atteinte aux droits de l'homme et au droit au logement. Mais l'avantage d'une obligation est qu'elle crée un droit. En l'occurrence, un droit d'accès à l'apprentissage du néerlandais. Or, pour moi, cette connaissance de la langue locale est absolument fondamentale non seulement pour la disponibilité à l'emploi, mais aussi pour se mouvoir comme citoyen et comme voisin. Effectivement, dans le passé, on a été trop mou dans l'insistance à remplir cette obligation.

AURELIEN MEUNIER/GETTY IMAGES

Libérée des voitures, la place de la Bourse à Bruxelles redonne au peuple un lieu pour se rassembler.

Avez-vous une explication au désamour de l'Europe que le feu vert au Brexit, entre autres, a mis en évidence en 2016 ?
Pour le Brexit, des facteurs spécifiques ont joué. Mais il y a effectivement un désamour général pour l'Europe au sein d'une partie importante de la population, et il a une cause principale. L'Union européenne est perçue, dans une large mesure à juste titre, comme faisant beaucoup pour les *movers*, l'élite mobile profitant à plein des opportunités ouvertes par la libre circulation des capitaux, des biens, des services et des travailleurs, mais comme faisant bien peu pour les *stay-at-homes*, le peuple sédentaire, qui perçoit surtout les menaces dont cette libre circulation est porteuse : délocalisations d'entreprises et invasion d'étrangers qui viennent prendre leurs boulots, détériorer leurs écoles, encombrer leurs hôpitaux et transfigurer leurs quartiers.

« L'avantage d'une obligation, comme l'apprentissage du néerlandais, est qu'elle crée un droit »

Le feu vert au Brexit et l'élection de Donald Trump seraient-ils une revanche des perdants de la mondialisation contre l'establishment politique et les élites ?
Pas une revanche, mais la manifestation d'une angoisse et souvent d'une colère de la part de ceux qui s'estiment être les victimes, actuelles ou prochaines, de la mondialisation et qui se sentent ignorés, oubliés, méprisés par les élites au pouvoir.

Comment y répondre ? Faut-il promouvoir plus de démocratie participative ?
La solution n'est certainement pas le référendum. Je ne crois pas du tout à la démocratie directe conçue de cette manière-là. La démocratie n'est pas une valeur en soi. C'est un instrument pour permettre que les décisions prises par les détenteurs du pouvoir soient justifiables aux yeux de tous ceux qui sont affectés par elles. Cela demande que les décideurs aient toute l'intégrité requise et les capacités d'analyse pour prendre les bonnes décisions. Mais il faut aussi qu'ils soient constamment soumis à la nécessité de justifier leurs actes. Une démocratie représentative est certainement meilleure qu'une démocratie directe où le peuple répond à un tas de questions sauf à celle qui lui est posée, comme lors des référendums italien ou britannique cette année. Pour qu'une démocratie représentative fonctionne bien, il faut donc que les dirigeants aient à justifier leurs politiques, qu'une opposition, une société civile, des universitaires puissent évaluer leurs actes et qu'une presse de qualité joue son rôle. Si on en vient à affirmer que Donald Trump doit son élection à Facebook, c'est-à-dire à des canaux d'information extrêmement segmentés et sans aucun contrôle de qualité… Pour moi, l'avenir de la démocratie dépend plus du défi qui se présente à la presse que du détail de l'ingénierie politique.

Après Berlusconi, voilà Trump élu. Nos démocraties sont-elles vouées à vivre une peopolisation croissante de la vie politique ?
L'évolution actuelle des médias continuera sans doute de favoriser la sélection et l'émergence de personnalités qui représentent une valeur ajoutée considérable du point de vue de la politique divertissement : jolies femmes et mâles flamboyants. Mais la politique est aussi gouvernement. Et il n'y a pas malheureusement pas d'harmonie préétablie entre les qualités qui font un bon divertisseur et celles qui font un bon gouvernant…

L'allocation universelle peut-elle être aussi une arme contre le populisme ?
A entendre Beppe Grillo *(NDLR : leader italien du Mouvement 5 étoiles)* plaider sur les places publiques pour un *reddito di citadinanza universale*, elle peut être tout autant une arme aux mains des populistes. Pour moi, en tout cas, elle est, même à un niveau modeste, un instrument essentiel pour assurer la sécurité économique au XXIe siècle, pas seulement en assurant à chacun, individuellement, un socle de revenu protégé contre tous les aléas de l'existence professionnelle et privée, mais encore plus en facilitant un va-et-vient beaucoup plus fluide, tout au long de la vie, entre emploi, formation et activité bénévole, en particulier familiale. Or, l'insécurité socio-économique est un des facteurs les plus puissants de la montée des populismes. Il est grand temps que la gauche cesse de se recroqueviller sur des remèdes du XXe siècle et s'empare d'une version progressiste de l'allocation universelle pour en faire un élément central de sa vision d'avenir. Les plus éclairés en son sein commencent à le faire.

La course à la présidentielle de 2017 en France révèle une gauche très affaiblie et très divisée. ➜

➜ La social-démocratie européenne est-elle en crise parce qu'elle ne parvient pas à répondre aux dérives de la mondialisation ?
La social-démocratie européenne avait de bonnes raisons de soutenir la mondialisation. Un mouvement qui se veut internationaliste se doit d'apporter son soutien à un processus qui a fortement contribué à l'essor économique de la Chine, de l'Inde et d'autres pays pauvres, et qui a ainsi réduit substantiellement la pauvreté et l'inégalité à l'échelle planétaire. La social-démocratie européenne avait aussi de bonnes raisons de soutenir l'approfondissement et l'élargissement du marché unique, pièce maîtresse d'une intégration européenne qui a annihilé les tensions belliqueuses en son centre et qui a stabilisé les démocraties au sud et à l'est. Mais ce double processus – mondial et intra-européen – a fortement ébranlé la sécurité socio-économique et culturelle d'une partie importante de l'électorat social-démocrate traditionnel.

Vous avez signé la Déclaration de Namur sur un cadre pour les traités commerciaux conclus par l'Union européenne. Paul Magnette est-il pionnier dans la définition par la gauche d'une autre voie que le libéralisme globalisé ?
Il est en tout cas l'un de ses porte-drapeaux. Dani Rodrik, professeur à Harvard et lui aussi cosignataire de la Déclaration, a formulé l'enjeu sous la forme d'un trilemme entre globalisation marchande, démocratie politique et souveraineté nationale : ces trois caractéristiques sont conciliables deux à deux, mais on ne peut pas avoir les trois à la fois. Ainsi, si le marché intra-européen est globalisé, maintenir la souveraineté nationale revient à renoncer à la démocratie, chaque Etat membre devant se soumettre aux lois du marché unique. Pour concilier le marché unique et la démocratie, il faut hisser la démocratie au niveau de l'Union européenne et donc renoncer à la souveraineté nationale. Le trilemme se pose aussi au niveau planétaire. Faute de perspective d'un Etat mondial, la souveraineté restera décentralisée, et il faut alors choisir entre marché mondial et démocratie effective. Si l'on veut préserver celle-ci contre la dictature de la compétitivité à tout prix, il importe de ne s'engager qu'avec la plus grande prudence, dans des accords qui visent à amplifier les échanges internationaux.

L'année 2016 a été marquée à Bruxelles par la « crise des tunnels ». Y voyez-vous un accident conjoncturel ou le signe de la faillite d'un système ?
Les tunnels sont un reliquat de la politique de mobilité des années 1960, devenue insoutenable en raison de la densification de la population urbaine, de l'accroissement du parc automobile et de la prise de conscience des impacts environnementaux. La crise que la dégradation des tunnels a provoquée est le reflet de la tension entre la nécessité sociétale de penser à long terme et l'impératif politique de remporter la prochaine élection.

Bruxelles et plus largement la Belgique ne pâtissent-elles pas d'un manque de projet fort et cohérent ? S'agit-il définitivement d'un vœu pieux vu la fédéralisation du pays ?
La transformation de la Belgique d'Etat unitaire en Etat fédéral est une conséquence lointaine, inévitable et désirable, de la reconnaissance du néerlandais sur pied d'égalité avec le français à la fin du XIXe siècle. Mais pour permettre des projets forts et cohérents au niveau du pays et de chacune de ses Régions, il faut poursuivre la transformation et la simplification de nos institutions, notamment en faisant de la Belgique une fédération de quatre Régions et en transformant Bruxelles-Capitale en une municipalité unique, comme Paris, Vienne ou Berlin. Ce thème me tient à cœur. Je publierai l'an prochain, en néerlandais, un petit livre qui va dans ce sens, *Belgium. Een utopie voor onze tijd* (Polis-Pelckmans).

La complexité institutionnelle de la Belgique est-elle un frein à l'efficacité ?
La complexité permet aussi une efficacité plus grande. La fédéralisation de la Belgique a été une bonne chose. Pendant pas mal de temps, on a été confronté à ce que les Flamands appelaient la *wafelijzerpolitiek*, « la politique du fer à gaufres » où si l'on faisait quelque chose en Wallonie, il fallait une compensation en Flandre et réciproquement. Cela conduisait à des gaspillages considérables. Une décentralisation du pouvoir vers les Régions a été bénéfique, y compris en matière d'efficacité. Néanmoins, des complexités peuvent être inutiles ou contre-productives. Notre fédéralisme, unique au monde parce qu'il conjugue un fédéralisme territorial des Régions et un fédéralisme personnel des Communautés, était pour moi une phase transitoire inévitable. Il doit déboucher sur une formule plus simple de fédéralisme classique, territorial, avec quatre Régions. Par exemple, la Région bruxelloise doit devenir responsable de l'enseignement sur son territoire avec des réseaux, officiels ou libres, qui fonctionnent de manière interrégionale. Une collaboration étroite entre Flandre et Bruxelles, entre Wallonie et Bruxelles est indispensable.

« L'avenir de la démocratie dépend plus du défi de la presse que du détail de l'ingénierie politique »

L'incertitude économique, la menace terroriste, l'hypothèque climatique… induisent-elles que le citoyen est désormais plus demandeur de protection que de liberté ? Cela explique-t-il que certains pays – la Russie, la Turquie, les Philippines… – se transforment en « démocrature » ?
La première condition de la liberté est la sécurité. Sous cet angle, un régime répressif qui force au silence est moins mauvais qu'un chaos sanglant qui force à l'exil. N'y a-t-il pas beaucoup d'Irakiens qui regrettent Saddam Hussein ? Beaucoup de Turcs qui regretteraient Recep Tayyip Erdogan et de Russes qui regretteraient Vladimir Poutine ? La critique se doit de comparer ce qui est non seulement à ce qui devrait être mais aussi à ce qui serait.

Cela signifie-t-il qu'on s'est trompé en soutenant les printemps arabes ?
On a fait preuve de naïveté en appliquant l'idéologie des droits de l'homme qui stipule que, dès qu'il y a répression, il faut s'engager et abattre les dictateurs. Un monde démocratique, même imparfait, est meilleur qu'une dictature. Mais si l'alternative au dictateur, c'est le chaos, il faut réfléchir avant de se lancer avec les meilleurs sentiments dans des actions incertaines.

KIRILL KUDRYAVTSEV/REUTERS
La première condition de la liberté est la sécurité. Cela explique sans doute que les Russes continuent à faire confiance à Poutine.

L'évolution de la guerre en Syrie démontre-t-elle qu'un leadership des Etats-Unis dans le style « gendarme du monde » est encore préférable au libre cours laissé à un autocrate comme Vladimir Poutine ?
Pour une paix stable, il vaut mieux une gendarmerie unique. Pour une paix juste, il faut en outre beaucoup de chance…

Si vous deviez retenir quelques bonnes nouvelles de 2016, quelles seraient-elles ?
Chercher une bonne nouvelle dans une période sombre, c'est un peu comme chercher une jolie fleur dans un champ de détritus. Et pourtant il y en a. **1. La confirmation d'Alexander Van der Bellen à la présidence de la République autrichienne**. Pour la première fois depuis la naissance du mouvement écologiste, il y a quarante ans, un de ses membres est élu chef d'Etat. Manifestation de la prise au sérieux, par une part de la population européenne excédant largement l'électorat des partis verts, de la dimension environnementale de notre bien-être et du souci des générations futures.

2. La première rencontre entre Obama et Trump. On ne mesure pas assez ce qu'il y a de fabuleux dans cette transmission pacifique du pouvoir. Le camp du président sortant a obtenu le soutien d'une majorité des votants, mais il a perdu selon les règles en vigueur, connues d'avance et acceptées par chacun. Dès lors, le patron de l'Etat le plus puissant de la planète ne s'accroche pas à son pouvoir, mais s'offre au contraire courtoisement à collaborer avec son successeur, qui n'a pourtant pas cessé de le dénigrer tout au long de sa campagne. Le président élu, pour sa part, rengaine sa rhétorique belliqueuse et promet d'être le président de tous les Américains, invitant ceux qui n'ont pas voté pour lui à le guider pour travailler ensemble à unifier le pays. Mon livre de chevet, *Volpi e leoni* de Marcello Simonetta (Saggi Bompiani), porte sur les luttes de pouvoir à Florence à l'époque de Machiavel et des Medici. Comme la civilisation a progressé depuis lors ! **3. La place de la Bourse à Bruxelles après les attaques terroristes.** Les attentats du 22 mars ont été une tuerie comme la Belgique n'en avait plus connu depuis la Seconde Guerre mondiale. Mais la place de la Bourse, récemment libérée des voitures, a pu offrir au peuple de Bruxelles un lieu où se rassembler, se recueillir, manifester sa solidarité, faire face ensemble à l'adversité. Il y aura d'autres moments graves dans l'histoire de notre pays, et aussi des moments de liesse. Les places publiques sont faites pour les accueillir, pas pour permettre la traversée d'autoroutes urbaines. La bonne nouvelle, c'est que nos pouvoirs publics communaux, régionaux et fédéraux semblent l'avoir compris. ◆